

## **Côte d'Ivoire : élections, piège à c... !**

mercredi 6 avril 2011, par [HOURA Rafik](#) (Date de rédaction antérieure : 6 janvier 2011).

**Qu'on ne s'y trompe pas, les victimes de cette élection ne sont pas à chercher du côté des candidats. Tout porte à croire que chaque camp préparait depuis longtemps le troisième tour. Celui dans lequel s'opposent actuellement Gbagbo et la « communauté internationale ».**

**Mais c'est bien la population ivoirienne, à qui l'on servait depuis 2007, que la présidentielle allait clore la crise, qui se retrouve otage d'une situation politique binaire et violente. Les positions sont tranchées et les moyens mis en avant extrémistes.**

De Marcoussis aux isoloirs, huit ans de statu-quo militaire, de tensions toujours entretenues, de régression sociale et de marginalisation de la société civile. Huit ans ponctués d'accords politiques de dupes, de reconduction des contrats aux Bouygues et Bolloré. Huit ans dont le bilan le plus marquant est celui des exactions. Celles des rebelles, celles des milices et paramilitaires loyalistes, ou celles des soldats français.

On se souvient de Michel de Bonnacorse, conseiller de Chirac pour l'Afrique, sortant, en janvier 2007, d'une audience avec Blaise Compaoré, le président burkinabé. C'était quelques semaines avant les accords de Ouaga qui firent du leader rebelle, Guillaume Soro, le premier ministre de Gbagbo. Bonnacorse annonçait (*Billets* n°157) un règlement de la crise seulement à l'issue des élections : « *Le but des pays raisonnables est qu'il y ait des élections libres et honnêtes en octobre, ce qui donnera un président légitime qui sera soit élu, soit réélu, et c'est à ce président de mettre un terme à cette crise.* »

Il sous-entendait des élections sans réunification du pays et sans désarmement des rebelles. Au lendemain des accords de Ouaga, la rumeur annonçait Gbagbo tranquille jusqu'en 2010. Bonnacorse et la rumeur ont eu raison. Dans son communiqué de presse du 23 décembre, « Côte d'Ivoire : la France pyromane ne doit pas jouer au pompier », Survie constatait donc la « *responsabilité de la diplomatie française dans l'impasse* » actuelle. Rappelant plus particulièrement la tuerie de novembre 2004, l'association Survie réclamait de la France « *le retrait de son opération militaire au profit de troupes internationales sous commandement onusien.* »

Par ailleurs, le descriptif du Programme d'appui au processus électoral impulsé par l'UE au travers du PNUD annonçait : « *Pour les prochaines échéances électorales, il est à prévoir que le problème de confiance se posera avec une acuité encore plus grande et exigera le recours à des pouvoirs décisionnels exceptionnels pour contrecarrer l'incapacité d'atteindre des consensus politiques en temps utile.* »

De 2006 à aujourd'hui, deux programmes se sont succédé, au bénéfice principalement de la Commission électorale Indépendante (CEI) pour des montants de 58 et 75 millions de dollars. Les organisations de la société civile en ont aussi bénéficié, dans une moindre mesure.

**La résurrection du vieux parti d'Houphouët-Boigny ?**

Fin 2010, c'est enfin l'heure du vote pour les Ivoiriens. Le premier tour a vu la mise à la retraite de l'ancien président Henri Konan Bédié, héritier du vieux parti unique (PDCI) d'Houphouët-Boigny.

L'entre-deux tours a vu la réactivation de l'accord politique scellé à Paris en 2005 réconciliant Ouattara et Bédié pour défaire Gbagbo au second tour. Oublié, le fait que le second instrumentalisa l'ivoirité, dans les années 1990, pour écarter le premier de l'arène politique. Le PDCI et le RDR de Ouattara, né d'une scission PDCI, se retrouvent artificiellement réunis au sein du nouveau parti Houphouëtiste, le RHDP.

### **Commission électorale non indépendante contre Conseil constitutionnel aux ordres**

La composition de la CEI a été fixée par l'accord de Pretoria de 2005, qui se réfère aux signataires de l'accord de Linas-Marcoussis. Ces derniers accords rassemblaient trois mouvements rebelles - qui rapidement n'en firent plus qu'un -, quatre partis aujourd'hui rassemblés au sein du RHDP, le FPI de Gbagbo, et deux partis plus ou moins associés à Gbagbo. Compte tenu de son alliance réussie avec les rebelles et les Houphouëtistes, la CEI est très majoritairement favorable à Ouattara. Pour compenser sa composition partisane, les décisions de la CEI doivent être prises par consensus. Début 2010, Gbagbo avait obtenu la démission de la CEI après des manœuvres douteuses de son président lors de la constitution des listes électorales. Le camp présidentiel avait tenté en vain de changer la distribution des cartes. À peine évoquée, l'idée d'y faire entrer la société civile avait avorté.

En revanche, le Conseil constitutionnel, calqué sur le modèle français, est contrôlé par le camp Gbagbo. Le scénario qui a mené au bicéphalisme actuel est le suivant : alléguant des fraudes, les membres de la CEI favorables à Gbagbo ont bloqué tout consensus sur les résultats du second tour. Le porte-parole de la CEI - issu des rebelles - tenta de passer outre et voulu annoncer des résultats régionaux. Devant les caméras, il en fut empêché par deux autres membres. Après trois jours de blocage, le Conseil constitutionnel prit le dossier en main. Avant que ce dernier ne se prononce, Youssouf Bakayoko, le président de la CEI, se rendit à l'hôtel du Golf, d'où il déclara Ouattara vainqueur. Le lendemain, le Conseil constitutionnel invalida le scrutin dans sept départements et déclara Gbagbo vainqueur.

### **La question de la fraude**

Les chiffres de la participation ont alimenté les soupçons de gonflement des suffrages. La bonne participation annoncée le jour du vote (estimée entre 65% et 70%) est devenue excellente quelques jours plus tard avec les chiffres de la CEI (84% au premier tour, 81% au second). Six départements auraient connu un bond de participation entre les deux tours de 6 à 9,5 points, atteignant de 87% à 94% de participation au second tour. Tous ces départements, contrôlés par les rebelles, ont accordé leurs faveurs à Ouattara. Dans son rapport sur le second tour, la Convention de la société civile ivoirienne (CSCI) a regretté de ne pas pouvoir confronter ses données avec les procès verbaux recueillis par la CEI. Pour aller dans ce sens, il faut noter que la confrontation des données régionales ou nationales est insuffisante. Dans le même ordre d'idée, le nombre d'observateurs (100 observateur de l'UE, 1000 de la CSCI) devrait être accompagné de leur répartition sur le territoire, surtout dans le cas ivoirien. On sait par exemple que les renforts militaires de l'ONUCI, arrivés du Libéria pour les élections, se sont concentrés dans les zones où la mixité ethnique est la plus forte : Abidjan, Bouaké et les régions de l'ouest et du centre-ouest.

### **La « République du Golf »**

Depuis les accords de Marcoussis, l'hôtel du Golf, où résident les ministres issus de la rébellion, est sécurisé par les casques bleus. Lorsque Bakayoko s'y rend, Henri Konan Bédié, Alassane Ouattara,

Guillaume Soro, le représentant du secrétaire général de l'ONU et les ambassadeurs français et américain s'y trouvent déjà. Ces derniers lui promettent protection jusqu'à l'aéroport, en échange de la proclamation de résultats. Bakayoko annonce la victoire de Ouattara devant les caméras occidentales avant de s'envoler pour Paris.

Depuis, Ouattara et Soro vivent dans l'hôtel, véritable enclave sous protection de l'ONUCI et des militaires rebelles. Leur stratégie pour obtenir le départ de Gbagbo a connu trois phases. La première fut l'appel à leur partisans avec, le 16 décembre, un mot d'ordre lancé pour « libérer la RTI [Radio Télévision ivoirienne] », qui s'est transformé en mot d'ordre de grève - peu suivi, sauf dans les transports. La seconde est la demande aux institutions internationales de geler les comptes de l'État ivoirien, de sanctionner l'entourage de Gbagbo et de ne plus reconnaître les ambassadeurs nommés par Gbagbo. Et finalement, l'appel à une intervention militaire étrangère pour déloger Gbagbo.

### **La mobilisation des jeunes patriotes**

On note dans le gouvernement de Gbagbo la présence de Charles Blé Goudé, le « général » auto-proclamé des « jeunes patriotes ». Blé Goudé organise des meetings dans certains quartiers d'Abidjan pour mobiliser contre Ouattara, Soro, l'ONUCI, Licorne. Sans appeler directement à la violence, il dérape volontiers, annonçant un génocide à venir perpétré par les « forces impartiales », appelant des manifestations « à mains nues » à déloger par tous les moyens Soro, ses rebelles de la « République du Golf » et les « forces impartiales ».

Il appelle en même temps à ne pas s'en prendre aux résidents français, ni à leurs entreprises. Blé Goudé espère montrer, en mobilisant les foules, que Gbagbo est indélogeable.

### **Les deux visages d'Abidjan**

Il existe actuellement deux visages d'Abidjan. La capitale ivoirienne est fortement divisée, comme le montrent les chiffres acceptés par les deux parties, même s'ils sont légèrement à l'avantage de Gbagbo avec 52% des suffrages exprimés et 83% de participation au second tour. D'une part, les quartiers huppés et une partie des quartiers populaires ont majoritairement voté Gbagbo. Les autres sont, depuis la manifestation du 16 décembre, sous l'étroite surveillance des « corps habillés » - policiers, gendarmes, paramilitaires... - restés fidèles à Gbagbo. La journée du 16 a enregistré entre vingt et trente morts selon les deux camps. À en croire l'ONU, un mois après le second tour, le bilan serait proche de 173 morts, principalement parmi les partisans de Ouattara. La peur règne dans les quartiers Dioulas. Des informations inquiétantes circulent, faisant état de barrages tenus par des paramilitaires anglophones, d'enlèvements de nuit. Le 19 décembre, un charnier aurait été découvert près d'Abidjan. L'ONU n'a pas encore pu se rendre sur place.

Soro et Choi, le représentant de l'ONU, évoquent des escadrons de la mort à la solde de Gbagbo, des mercenaires angolais, libériens ou sierra-léonais. Le diplomate français, Alain Le Roy, chef du département des opérations de maintien de la paix de l'ONU, a confirmé la présence de mercenaires libériens.

### **Retour à la case CPI ?**

Comme en 2003, la possibilité de traduire Gbagbo et son entourage devant la justice internationale est évoquée. La liste des crimes impunis en Côte d'Ivoire est longue, tant de la part des loyalistes que des rebelles. Mais jusqu'ici les menaces d'inculpation sont restées au stade du chantage diplomatique.

Début 2003, les médias français se sont fait l'écho d'une enquête en cours liant l'entourage du président ivoirien aux escadrons de la mort qui sévissait à Abidjan (*Billets* n°113). Elle est toujours restée à l'état d'enquête ouverte et ne s'est jamais concrétisée par une inculpation. Il s'agit manifestement d'un dossier qu'on gardait sous le coude... *Le Monde* et *Paris-Match* ont été condamnés pour avoir lié la présidence ivoirienne aux escadrons de la mort. La mouvance rebelle proche d'Ibrahim Coulibaly (surnommé « IB », ancien garde du corps de la famille de Ouattara, mêlé au renversement de Bédié en 1999 et présenté en 2002 comme le parrain de la rébellion) avait constitué un dossier sur les crimes du régime Gbagbo, mais pendant l'été 2003, elle avait été mise hors jeu, suite à l'arrestation d'IB par la DST à Paris, après une enquête du juge Bruguière (*Billets* n°188).

C'est à ce moment que Soro a vraiment pris les rênes de la rébellion, que le chemin de fer ivoiro-burkinabé exploité par Bolloré a pu à nouveau circuler. C'est aussi à cette période que l'État ivoirien a renoué avec le grand patronat français. En mai 2008, Gbagbo pouvait déclarer « *il faut quand même que les gens sachent que dans tous les grands choix que nous avons opérés, ce sont les entreprises françaises que nous avons choisies* ».

### **Impatience française**

Pour le *Grigri International* (24 décembre), « Aurore Bergé, ambitieuse candidate en 2008 à la direction des Jeunes populaires de l'UMP » est la première à annoncer une victoire de Ouattara, le lendemain du second tour. Deux jours plus tard, le site d'information Euronews affichait un bandeau annonçant la victoire du même Ouattara, avant de s'excuser, invoquant un « problème technique » - (sic). Mais dès la nuit du second tour, le journaliste Jean-Paul Ney annonçait sur son site (*LesGrandesOreilles*) la victoire de Ouattara en accumulant des faits grossièrement faux : « *Le couvre-feu n'est plus respecté par les gens qui dansent dans les rues* », « *le mouvement militaro-civil pour la libération du peuple (MCLP) menace de faire sauter le président sortant* », « *À Paris, une source de la DGSE confirme la victoire sans appel de Ouattara* ».

L'audiovisuel français tape d'ailleurs fort en matière de désinformation. Sur France 5 les téléspectateurs ont appris qu'en 2000, c'est Gbagbo qui a surfé sur l'ivoirité pour évincer Alassane Ouattara (C dans l'air, 06 décembre). Antoine Glaser, dans une grande confusion, met tout sur le dos de Gbagbo sur France Inter « [Gbagbo] est arrivé au pouvoir en ayant écarté Alassane Ouattara et Henri Konan Bédié. Et finalement les socialistes à l'époque quand Henri Konan Bédié a [subi] le coup d'état, on était en cohabitation, Jacques Chirac à l'époque avec le conseiller Michel Dupuech, ils étaient pour remettre Bédié au pouvoir. Les socialistes ont dit non, il y a notre camarade Laurent Gbagbo qui peut quand même arriver » N'oublions pas enfin Michèle Alliot-Marie (*Europe 1*, 1<sup>er</sup> décembre) : « *La Côte d'Ivoire a toujours été un modèle de démocratie en Afrique* ».

### **Sanctions**

Il existe un groupe d'experts nommé par l'ONU dont nous avons salué le travail à plusieurs reprises (*Billets* n°192). Son rôle est de contrôler l'efficacité de l'embargo sur les armes et de rapporter les infractions relevant du comité des sanctions. On s'étonne que son rôle n'ait pas été mis en avant à l'heure où tombent de nouvelles sanctions. Il a sans doute le tort d'avoir mené son travail en zone rebelle aussi bien qu'en zone gouvernementale. C'est sans doute pour cette raison que son rapport annuel, qui aurait dû être publié mi-octobre, est inaccessible ! Notons que parmi la soixantaine de personnes sous le coup de sanctions de la part de l'UE figure l'ex-légionnaire Frédéric Lafont (*Billets* n°196).

### **Offensive sarko-américaine**

Devançant l'Élysée, l'administration américaine a été la première à soutenir le « nouveau président » Ouattara. L'offensive diplomatique américaine contre Gbagbo éclaire d'un jour nouveau deux incidents relevés précédemment (*Billets* n°195) : l'interdiction faite au président du FPI de se rendre aux États-Unis cet été et l'arrestation d'un militaire envoyé par le gouvernement ivoirien pour acheter du matériel de maintien de l'ordre peu avant les élections. Le duo franco-américain à l'ONU s'est dans un premier temps heurté à la Russie avant que celle-ci accepte la position occidentale.

L'Union africaine s'est alignée tandis que la CEDEAO, emmenée par le Nigérian Jonathan Goodluck, prenait les devants, menaçant très tôt Gbagbo d'un recours à la force. Le téléphone a bien fonctionné entre Obama, Sarkozy et Goodluck.

Dès le 8 décembre, donc moins d'une semaine après la dispute électorale, Soro déclarait au Parisien : « *J'espère pouvoir compter sur la capacité de tous les défenseurs de la démocratie, des Africains comme de la communauté internationale, pour imposer à Gbagbo de céder le pouvoir comme hier les États-Unis l'ont fait avec Charles Taylor au Liberia.* » Soro a retrouvé sa hargne du début de la rébellion, celle qui laissait deviner qu'il s'appuyait sur de puissants appuis.

Cet appel fait froid dans le dos à plus d'un titre. L'Ecomog - l'armée nigériane sous couvert de la CEDEAO - avait été envoyée combattre Charles Taylor et c'est bien ce dont on menace aussi Gbagbo. Mais cette force et ses nombreuses exactions sont de sinistre mémoire. Elle fut totalement inefficace. Assez ironiquement, la rébellion ivoirienne dont Soro est le leader avait reçu le soutien du criminel de guerre Charles Taylor. Ce sont finalement des milices libériennes, appuyées par les États-Unis et, régionalement par Gbagbo, qui renversèrent Taylor. Quant au Sierra Leone, l'Ecomog n'y a pas évité l'intervention britannique. Si le Nigeria intervenait en Côte d'Ivoire, ce serait le signe d'un tournant stratégique considérable.

Le consentement de l'Élysée pour cette solution, serait un nouveau signe de la proximité de vue entre le locataire de l'Élysée et la diplomatie américaine. Certains réseaux français verraient d'un très mauvais œil une intervention anglo-saxonne lourde en Françafrique.

Du point de vue régional, le tandem Foccart-Houphouët avait donné à la Côte d'Ivoire un rôle de pivot de l'impérialisme français dans l'aire ouest-africaine face au géant nigérian. Cette rivalité avait atteint son paroxysme avec la guerre du Biafra et dans une moindre mesure la guerre du Libéria.

Au moment de l'arrivée annoncée d'un bâtiment militaire néerlandais à la demande des autorités françaises (*RNW*, 22 décembre), on lit dans un télégramme de la diplomatie américaine que les Néerlandais sont un allié très important en Europe qui « envisage d'accroître sa présence militaire en Afrique », particulièrement, mais pas seulement, en Côte d'Ivoire.

Mi-décembre, le premier ministre kenyan suggérait de déloger Gbagbo par la force. Deux semaines plus tard, l'UA lui demande d'assumer ses propos et « *d'assurer le suivi de la situation en Côte d'Ivoire et de renforcer les chances de succès des efforts en cours* » !

**Rafik Houra**

---

**P.-S.**

\* <http://survie.org/billets-d-afrique/2011/198-janvier-2011/article/cote-d-ivoire-elections-piege-a-c>